

ARRETE N°03-0311/PM-RM Portant du Garde assurant la sécurité rapprochée du Directeur de Cabinet du Premier Ministre.

Le Premier Ministre,

Vu la constitution ;

Vu la loi n°02-055/P-RM du 15 décembre 2002 portant statut général des militaires ;

Vu le décret n°92-011/PM-RM du 18 juin 2002 relatif à l'organisation des Services du premier ministre et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°95-144/P-RM du 4 avril 1995 fixant le taux des indemnités allouées aux chauffeurs particuliers des ministres et personnalités ayant rang de ministre, aux chauffeurs affectés à leur domicile et aux gardes chargés leur domicile

Vu le décret n°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du premier ministre ;

Vu le décret n°02-509/P-RM du 13 novembre 2002 portant nomination du Directeur de Cabinet du premier ministre avec rang de ministre ;

ARRETE :

ARTICLE 1er : Le Caporal Soumaïla CAMARA, Mle 7345, est nommé Garde chargé d'assurer la sécurité rapprochée du Directeur de Cabinet du premier ministre.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 24 février 2003

Le Premier Ministre

Ahmed Mohamed Ag HAMANI

MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

ARRETE INTERMINISTERIEL N°03-0239/MIC-MMEE-MEF Fixant les conditions d'agrément et d'exercice des collecteurs, des comptoirs d'achat et d'exportation, et des exportateurs de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles.

**Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
Le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau,
Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°01-075 du 18 juillet 2001 instituant le code des douanes de la République du Mali ;

Vu la Loi n°92-002 du 27 août 1992 portant code de commerce en République du Mali modifiée par la Loi n°01-042 du 7 juin 2001 ;

Vu l'Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant code minier en République du Mali ;

Vu l'Ordonnance n°06/CMLN du 27 février 1970 portant adoption du Code Général des Impôts et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret n°02-536/P-RM du 3 décembre 2002 portant réglementation de la collecte, de la transformation et de la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses ou fossiles ;

Vu le Décret n°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté n°495/SEE du 6 juin 1967 portant adoption pour la République du Mali, d'un poinçon de garantie pour les matières d'or ;

ARRETENT :

ARTICLE 1er : Le présent arrêté fixe les conditions d'agrément et d'exercice des collecteurs, des comptoirs d'achat et d'exportation, des exportateurs de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles.

TITRE I : Des conditions d'agrément et d'exercice.

CHAPITRE I : DES COLLECTEURS

ARTICLE 2 : L'exercice de la profession de collecteur est autorisé par arrêté du Ministre chargé du commerce ;

ARTICLE 3 : La demande d'autorisation doit être adressée au Directeur National du Commerce et de la Concurrence ou son représentant au niveau régional ou subrégional. Elle comporte les pièces ci-après :

a/ Pour les personnes physiques :

- une photocopie certifiée conforme de la carte d'identité en cours de validité,
- le certificat de nationalité,
- l'immatriculation au registre du Commerce et du Crédit Mobilier,
- deux photos d'identité.

b/ Pour les personnes morales :

- l'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier ;
- les statuts.

Les personnes physiques et les associés ayant le pouvoir général d'engager les personnes morales doivent joindre en plus les pièces suivantes :

- un extrait du casier judiciaire ;
- un extrait d'acte de naissance, éventuellement une expédition de l'acte d'émancipation ;
- un certificat de nationalité ;
- un certificat de résidence.

ARTICLE 4 : Nul ne peut exercer la profession de collecteur s'il n'est détenteur d'une carte professionnelle de collecteur délivrée par le Directeur National du Commerce et de la Concurrence ou son représentant au niveau régional ou subrégional.

ARTICLE 5 : La délivrance de la carte professionnelle de collecteur est subordonnée au paiement des frais de timbre fixés à 100 000 F CFA. La carte professionnelle de collecteur est personnelle et a une validité de cinq (5) ans renouvelable.

ARTICLE 6 : Le collecteur est assujéti à la tenue d'un registre d'achat et de vente côté et paraphé par le Tribunal de Commerce faisant ressortir d'une manière chronologique, les quantités achetées et vendues, les lieux d'achat et de vente, la nature et la qualité de la substance concernée. Ce registre est soumis à toute requête des agents de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ou toute autre administration régulièrement mandatée.

CHAPITRE II : DES COMPTOIRS D'ACHAT ET D'EXPORTATION

ARTICLE 7 : L'exercice de la profession de comptoirs d'achat et d'exportation est autorisé par arrêté du ministre chargé du commerce.

ARTICLE 8 : La demande d'autorisation est adressée au Directeur National du Commerce et de la Concurrence et comporte les pièces suivantes :

- l'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier ;
- la patente import-export ou la patente export ;
- un numéro d'identification fiscale ;
- la justification de la possession d'un fonds de 10 000 000 F CFA déposé dans une banque de la place ou d'une caution bancaire du même montant valable un an et renouvelable pendant toute la durée de la profession.

ARTICLE 9 : Les comptoirs d'achat et d'exportation sont assujéti à la tenue d'un registre d'achat et de vente côté et paraphé par le Tribunal de Commerce faisant ressortir d'une manière chronologique les opérations d'achat et de vente.

Ce registre est soumis à toute requête des agents de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines et des services économiques ou de toute autre administration régulièrement mandatée.

ARTICLE 10 : Les comptoirs d'achat et d'exportation doivent communiquer semestriellement à la Direction Nationale de la Géologie et des Mines les informations sur les quantités achetées.

ARTICLE 11 : Les comptoirs d'achat et d'exportation, un an après l'obtention de leur agrément, doivent disposer au moins des installations et équipements énumérés ci-après, ayant fait l'objet d'un certificat d'habilitation technique délivré par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines :

- un four à fusion de métaux précieux de 1100°C au minimum ;
- des creusets ;
- des portes-creusets ;
- des lingotières ;
- des pinces et marteaux ;
- des tas en acier ;
- des gants en amiante 5 doigts : 1 paire au minimum ;
- des blouses ;
- des lunettes de sécurité ;
- des masques toucans ;
- une balance avec une précision de 0,01 g ;
- une balance hydrostatique avec une précision de 0,01 g ;
- une boîte de poids ;
- une table anti-vibration pour balance ;
- une armoire ou coffre de sûreté ;
- une pierre de touche ;
- un toucheau cinq branches ;
- une boîte de réactifs ;
- du borax ;
- de l'acide chlorhydrique ;
- de l'acide nitrique ;
- un extincteur ;
- une hotte aspirante ;
- un éclairage suffisant ;
- de l'eau courante ;
- une table de triage ;
- un tabouret au minimum ;
- une lampe à lumière froide ;
- une loupe binoculaire : 2 x au minimum ;
- une loupe 10 x ;
- un marteau de bijoutier ;
- un marteau d'horloger ;
- une écope ;
- des petits burins ;
- une brosse métallique ;
- un grattoir ;
- des pinces coupantes ;
- des pinces brucelles ;
- une balance à carats ;
- une balance trébuchet ;
- un testeur de diamant.

CHAPITRE III : DES EXPORTATEURS DE BIJOUX ET D'OBJETS D'ART EN OR EN D'AUTRES SUBSTANCES PRECIEUSES OU FOSSILES.

ARTICLE 12 : L'exercice de la profession d'exportateur de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles est autorisé par arrêté du Ministre chargé du Commerce.

ARTICLE 13 : La demande d'autorisation doit être adressée au Directeur National du Commerce et de la Concurrence et comporte les pièces suivantes :

- l'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier ;
- la patente import-export ou la patente export ;
- un numéro d'identification fiscale ;
- la justification de la possession d'un fonds de 3 000 000 F CFA déposé dans une banque de la place ou d'une caution bancaire du même montant valable un an et renouvelable pendant toute la durée de la profession.

ARTICLE 14 : Les exportateurs de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles sont assujettis à la tenue d'un registre d'achat et de vente dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 8 ci-dessus.

ARTICLE 15 : Les exportateurs de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autre substances précieuses ou fossiles doivent disposer au moins des installations et équipements énumérés ci-après, ayant fait l'objet d'un certificat d'habilitation technique délivré par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines :

- des pinces et marteaux de bijoutier ;
- une balance avec précision de 0,01 g ;
- une pierre de touche ;
- une boîte de réactifs ;
- des petits burins ;
- une brosse métallique ;
- un grattoir ;
- des pinces coupantes ;
- un extincteur.

TITE II : De l'attestation et du certificat d'expertise.

ARTICLE 16 : L'exportation de matières d'or en lingot, de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles, et des autres substances précieuses ou fossiles autres que l'or, est assujettie à la présentation d'une attestation de titrage pour l'or et le diamant et à celle d'un certificat d'expertise pour les autres substances précieuses ou fossiles autres que l'or.

ARTICLE 17 : L'attestation de titrage et le certificat d'expertise sont délivrés sur demande par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ou par toute autre personne physique ou morale agréée à cet effet.

ARTICLE 18 : Outre les noms, prénoms et qualité du déposant, la demande visée à l'article précédent indique la nature et les quantités du produit à examiner.

Le dépôt du produit pour analyse aux fins d'obtention de l'attestation du titrage ou du certificat d'expertise donne lieu à la délivrance d'un récépissé comportant les indications énumérées à l'alinéa précédent.

ARTICLE 19 : L'attestation de titrage et le certificat d'expertise sont délivrés lorsque les produits ont répondu aux spécifications ci-après :

1°) Pour les matières d'or et les autres précieux :

- être fondu et moulé dans les règles de l'art en plaquette, barre ou lingot,
- avoir un pourcentage de finesse correspondant aux titres standards en usage sur les marchés internationaux 750 millièmes au minimum.

2°) Pour les autres substances minérales et les fossiles :

- avoir fait l'objet de triage,
- présenter des structures de formation naturelle,
- avoir une dénomination commerciale dans la nomenclature internationale des espèces minéralogiques.

3°) Pour les bijoux et objets d'art en or ou d'autres matières précieuses ou fossiles :

- avoir fait l'objet de titrage et correspondre aux titres standards en usage sur les marchés internationaux,
- être présentés en produits finis et raffinés.

ARTICLE 20 : La délivrance de l'attestation de titrage ou du certificat d'expertise s'accompagne de l'apposition sur le produit analysé de l'estampille de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ou de celle de la personne physique ou morale qui a émis ladite attestation ou ledit certificat conformément aux dispositions du présent arrêté.

Toutefois, pour les substances précieuses ou fossiles autres que l'or, l'estampille est apposée sur le certificat d'expertise qui doit être intimement et loyalement lié au produit analysé.

TITRE III : Des cautions

ARTICLE 21 : La durée de la caution est d'une année renouvelable.

En cas de défaillance de l'opérateur économique dans ses obligations vis-à-vis de l'Etat, cette caution peut être mobilisée partiellement ou totalement.

ARTICLE 22 : En cas d'arrêt d'activité dûment signalé au ministre chargé du commerce, la caution est entièrement restituée à son titulaire dans les conditions de droit commun.

TITRE IV : Des dispositions diverses et finales.

ARTICLE 23 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par les agents habilités de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines, de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence, et de la Direction Générale des Douanes et réprimées conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 24 : Le Directeur National de la Géologie et des Mines, le Directeur National du Commerce et de la Concurrence, le Directeur Général des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 17 février 2003

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce
Choquel Kokalla MAIGA

Le Ministre des Mines,
de l'Energie et de l'Eau,
Hamed Diane SEMEGA

Le Ministre de l'Economie
et des Finances,
Bassary TOURE

ARRETE N°03-0324/MIC-SG Portant agrément au Code des investissements d'une unité de production d'agrafes et de trombones à Bamako.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°91-048/AN-RM du 26 février 1991 portant Code des Investissements ;

Vu l'Ordonnance n°02-028/P-RM du 28 février 2002 portant modification de la loi n°96-067 du 03 décembre 1996 portant création du Centre National de Promotion des Investissements ;

Vu le décret n°95-423/P-RM du 6 décembre 1995 fixant les modalités d'application de la loi n°91-048/AN-RM du 26 février 1991 portant Code des Investissements ;

Vu le décret n°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la Note technique du 21 novembre 2002 avec avis favorable du Guichet Unique,

ARRETE :

ARTICLE 1er : L'unité de production d'agrafes et de trombones dans la zone commerciale de Sogoniko, Bamako, de la Société " CONCRETE BUSINESS INTERNATIONAL " SARL, Immeuble Ex SOMIEX, BP E4049, Bamako, est agréée au " Régime B " du Code des Investissements.

ARTICLE 2 : L'unité de production d'agrafes et de trombones bénéficie, à cet effet des avantages ci-après :

- exonération, pendant les huit (8) premiers exercices, de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ainsi que de la contribution des patentes ;

- exonération, pendant cinq (5) ans et seulement pour les constructions nouvelles, de l'impôt sur les revenus fonciers et de la taxe sur les biens de mainmorte ;

- étalement, sur trois (3) ans, du paiement des droits d'enregistrement sur les actes de création de société et exonération de ces droits en cas d'augmentation de capital.

ARTICLE 3 : La Société " CONCRETE BUSINESS INTERNATIONAL " - SARL est tenue de :

- réaliser, dans un délai de cinq (5) ans à compter de la date de signature du présent arrêté, le programme d'investissement évalué à cent quarante millions sept cent soixante dix huit mille (140 778 000) F CFA se décomposant comme suit :

- frais d'établissement.....	2 500 000 F CFA
- équipements.....	90 479 000 F CFA
- aménagements-installations.....	1 200 000 F CFA
- matériel roulant	14 700 000 F CFA
- matériel et mobilier de bureau.....	1 800 000 F CFA
- besoins en fonds de roulement.....	30 099 000 F CFA

- informer régulièrement le Centre National de Promotion des Investissements et la Direction Nationale des Industries sur l'état d'exécution du projet ;

- créer dix (10) emplois ;
- offrir à la clientèle des produits de qualité ;
- protéger la santé des travailleurs et l'environnement ;

- notifier, par lettre recommandée, la date de démarrage des activités de l'unité au Centre National de Promotion des Investissements, à la Direction Nationale des Industries et à la Direction Nationale des Impôts ;

- tenir une comptabilité distincte de ses autres activités ;

- se conformer aux dispositions législatives et réglementaires régissant la création et l'exploitation des entreprises au Mali notamment le Code des investissements, le Code de Commerce, le Code Général des Impôts, le code des Douanes, le Code du travail et le Code de Prévoyance Sociale.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 27 février 2003

Le Ministre de l'Industrie
et du Commerce,
Choguel Kokalla MAIGA